

Plan Wisconsin : privatisation de la sécurité sociale israélienne

LBC-NVK, CNE-GNC Bruxelles-Brabant Wallon et la fédération de Bruxelles-Halle-Vilvoorde

Dans la ligne de sa campagne « patrimoine social », la CNE Bruxelles-Brabant Wallon a décidé de se mobiliser contre un projet de privatisation de la sécurité sociale en Israël. La CNE a toujours défendu le maintien et le renforcement de la sécurité sociale. Alerté par nos partenaires, nous avons découvert un projet qui va à l'encontre de nos combats syndicaux : le Plan Wisconsin. Mis en phase de test en 2005 dans 4 villes à dominante arabe d'Israël, celui-ci arrivera à la Knesset (le parlement israélien) pour évaluation et généralisation à partir de fin juin 2007. Eclairage sur un plan dévastateur...

Un combat pour les droits ici et là-bas

Loin de viser prioritairement la remise à l'emploi de personnes sans emploi dont l'origine est source de discrimination sur le marché du travail israélien, le gouvernement a confié ce plan à des sociétés privées américaines et hollandaises avec pour objectif une diminution des dépenses en matière d'allocations de 35% et ce quels que soient les moyens utilisés.

Dans les faits, les femmes sont les premières victimes exclues d'un système qui ne met pas en place des moyens suffisants en matière d'aide à la recherche d'emploi ou de formations, ne prévoit aucune structure d'accueil pour leurs enfants en bas âge et n'offre que des sous-emplois.

Les familles principalement arabes déjà précarisées et ainsi privées d'allocations sont jetées dans la misère. Impossible pour nous d'accepter cette réalité même à des milliers de kilomètres, difficile de ne pas y voir un parallèle, certes au centuple, avec la politique d'activation des chômeurs en Belgique.

Nous devons nous mobiliser pour qu'aucun chômeur, aucun travailleur ni en Israël ni en Belgique ne soit bafoué dans ses droits et dans sa dignité.

Les faits :

Le 1^{er} août 2005 débute en Israël le projet pilote « Wisconsin Plan », un programme actif dans la remise à l'emploi des chômeurs de longue durée. Ce plan vise à remettre au travail les personnes qui sont au chômage depuis longtemps mais les conséquences sont d'abord une diminution des allocataires¹, une augmentation de la pauvreté et du travail précaire peu rémunéré voire non rémunéré.

Ce plan touche principalement les Arabes victimes de discrimination sur le marché du travail². A cette dimension ethnique, s'ajoute une dimension femme. Les femmes arabes de plus d'une quarantaine d'année, peu formées, quasi sans expérience professionnelle, avec plus de deux enfants sont les participantes types et donc victimes principales de ce plan.

Ce programme est mis en pratique par 4 entreprises privées internationales avec des partenaires israéliens. Les bureaux publics ferment leurs portes et la compétence est laissée au bureau privé Wisconsin. Les partenaires privés passent un contrat avec l'Etat où est notifié un objectif à atteindre s'ils veulent en retirer des bénéfices. Cet objectif est de baisser les dépenses en matière d'allocation de 35 % dans les 6 premiers mois de l'installation du bureau Wisconsin.

Le public cible concerne 14.000 chômeurs (18.000 aujourd'hui) dans 4 régions pilotes à dominante arabe : Nazareth, Ashkelon, Jérusalem et Hadera (avec 7 villages arabes environnants). La participation est obligatoire pour tous les chômeurs, même pour les familles où les 2 parents sont au chômage. Les personnes concernées doivent rester à temps plein (40h/semaine) dans des centres de recherche d'emploi sous-équipés pour chercher un emploi. Sawt-el-amel³ a réalisé un rapport pour expliquer les conséquences de ce plan. En effet, en janvier 2006, le budget a bien été diminué de 35% non pas par la remise au travail (seulement 2800 remises au travail) mais par l'exclusion des allocations. De nombreux participants ont renoncé d'eux-mêmes aux allocations. En effet, afin d'atteindre leurs objectifs, les bureaux les obligeaient à accepter des travaux où ils étaient exploités.

De même, ceux qui n'avaient pas d'opportunité d'emploi devaient passer la journée au centre pour rechercher du travail, suivre des cours de gym, bref les occuper sans leur offrir une véritable chance de se réinsérer. L'impact sur les familles et les enfants est important car du jour au lendemain c'est la structure familiale qui a explosé. Les femmes renonçaient vite car elles devaient trouver des solutions de garde pour leurs enfants alors que celles-ci sont quasi inexistantes ou

trop chères. Sawt ne défend pas le rôle traditionnel des femmes mais constate les conséquences d'une politique menée sans moyens réels (crèches, formations, encadrement) et sans discernement.

De plus, les centres sont mal équipés : 4 PC pour des centaines de personnes. L'abus est important car les personnes peuvent être sanctionnées et rayées des allocations si elles se comportent mal dans un centre! 1387 ont perdu au moins un mois d'allocations pour comportements incorrects du type rire dans les rangs, arriver en retard, etc.

De plus, les régions pilotes sont principalement situées dans des régions de populations pauvres et minoritaires (Arabes ou nouveaux immigrants russophones ou d'Ethiopie) en ce compris les territoires annexés à l'est de Jérusalem. Nazareth est la plus grande ville arabe et la seule région pilote qui englobe toute la ville. Les autres régions ciblent des quartiers à dominante arabe.

Bien que le gouvernement et les entreprises concernées annoncent que le plan est un succès, la critique retient que les entreprises ne rendent pas des rapports d'évaluation objectifs, corrects et complets. En effet, un rapport récent du NAR (Institut pour la sécurité nationale) signale qu'il n'existe aucune donnée sur le type d'emplois proposés par ce programme. Il n'existe aucune précision quant au type de contrat (temps partiel, temps plein) ni sur la durée du contrat (CDD, CDI, contrats de quelques jours ou semaines) ni si les personnes sont encore en emploi. Il n'existe aucune information sur les employeurs et donc aucune possibilité de vérifier les informations. L'emploi manque pour ceux et celles dont les qualifications sont faibles. Les seuls emplois que le programme arrive à offrir sont des sous-emplois avec une faible (voire inexistante) sécurité d'emploi et protection sociale ou même sans salaire dans le cas des emplois de service à la communauté.

Beaucoup de participants ont témoigné de ce type d'emploi : ramassage de pommes de terre dans des plantations privées, entretien des prisons, ramassage d'ordures ménagères, broderie traditionnelle palestinienne. Pourtant, les emplois de service à la communauté devaient normalement être non rémunérés (bénévoles), limités à max 9h/jour et 4 mois sur l'année, dans le non-marchand ou le service public, les travailleurs ne devaient pas remplacer des salariés et le travail devait se trouver dans les 60 km de la maison du volontaire. Cela a été annulé en janvier 2006 sous pression de Sawt qui dénonçait la démesure du nombre d'heures de travail au regard du montant des allocations, le non respect des règles : emploi dans le secteur marchand, le remplacement de salarié à moindre coût, l'envoi loin de chez eux. Les témoins dénonçaient ce qu'ils appelaient un esclavage caché au service du secteur marchand pour un revenu allant de 150 USD à 600 USD (pour une famille avec 5 enfants ou plus).

D'après Sawt, une centaine de familles arabes ont perdu leur droit constitutionnel à la sécurité sociale (revenus de remplacements et complémentaires) en raison des obstacles à l'emploi qui n'ont pas été résolus (manque de crèches, manque de structures pour parents âgés malades précédemment pris en charge dans la famille, crise de la vie familiale en raison de l'absence des 2 parents sans structure d'accueil).

Quelques chiffres pour esquisser une réalité

Depuis le début du plan Wisconsin en août 2005 et jusqu'en décembre 2006, plus de 55% des participants ont quitté le programme en raison de l'exploitation faite par les entreprises concernées, jetant ainsi des familles dans la misère.

Plus de 1454 participants ont été placés obligatoirement dans des emplois au service de la communauté en échange du maintien de leur revenu de remplacement

Plus de 1887 participants ont été sanctionnés car le bureau Wisconsin estimait qu'ils n'étaient pas assez coopératifs

Sawt El Amel, après une recherche sur le terrain, affirme que parmi les 1600 emplois proposés aux participants, aucun n'était à durée indéterminée.

20% des habitants d'Israël sont des Arabes (1,2 million d'Arabes palestiniens citoyens d'Israël). Moins de 5 % de budget israélien leur est consacré. Dans cette population, on obtient le plus haut taux de chômage : entre 20 et 30%.

17% des femmes arabes travaillent contre 53% des israéliennes et 61% des hommes arabes.

46% des familles israéliennes arabes vivent sous le seuil de la pauvreté contre 15 % des familles israéliennes juives. 16% de ces familles arabes bénéficient d'une protection des autorités alors dans le cas des familles juives 49 % en bénéficient.

Plus de 50% des Arabes au travail sont des ouvriers que ce soit sans formation, dans la construction, l'industrie ou l'agriculture.

Sur un air de déjà vu

Ce projet n'est pas sans rappeler le plan de chasse aux chômeurs ou d'activation du comportement des chômeurs mis en place il y a presque 4 ans chez nous mais poussé dans sa logique extrême.

Wisconsin ne crée pas de l'emploi. Il crée plus de misère, de discrimination, de pauvreté, d'exploitation en faisant notamment implorer le tissu familial.

Les réactions sur place

Sawt El Amel fut fondée en 1999 par des travailleurs et sans-emploi arabes habitant à Nazareth dans le but de combattre la discrimination de l'accès au travail et à la sécurité sociale. Les Arabes subissent une marginalisation et une exclusion ba-

Non à la privatisation de la sécurité sociale!

Ni en Belgique, ni en Israël ni où que ce soit dans le monde!

Une campagne de solidarité en Belgique

La campagne est un partenariat qui allie la CNE-GNC de Bruxelles-Brabant Wallon, la LBC-NVK et la fédération de Bruxelles-Halle-Vilvoorde. A ces 3 organisations, d'autres partenaires amènent leur concours pour la diffusion, le soutien ou l'organisation des soirées comme le CIEP MOC BW, la fédération du Brabant Wallon, les TSE de la CSC...

La campagne se décline en divers aspects :

- un site Web bilingue avec des informations et une pétition (disponible également sous format papier) en ligne à signer avant fin juin 2007 : www.stopwisconsin.be
- mise à disposition d'un dossier explicatif
- des cartes à renvoyer à l'ambassade d'Israël et à la commission européenne pour marquer notre refus de ce programme
- une sensibilisation des militant-es et affilié-es au travers de la presse syndicale et des comités d'entreprise
- 3 soirées conférence-débats avec nos partenaires arabes israéliens : une en Flandre, une à Bruxelles et le 6 juin à Nivelles.
- un atelier débat lors de la journée internationale de la fédération de BXL-Halle-Vilvoorde le 9 juin à la rue Pletinckx
- une sensibilisation des députés européens durant le séjour en Belgique des représentants de Sawt El Amel.

sée sur une discrimination systématique. En effet, les Arabes subissent une discrimination importante sur le marché du travail israélien. Malheureusement, les syndicats israéliens ne les soutiennent pas dans leur combat et la possibilité de créer un syndicat propre est interdite.

Le programme d'action de Sawt El Amel est basé sur les droits universels dans le domaine du travail, contre la peur du lendemain et l'insécurité. Ils travaillent pour un changement juridique et politique avec des moyens d'actions individuels et collectifs, des procédures juridiques et des campagnes de sensibilisation. Il s'agit d'une organisation pluraliste, non religieuse, dont la direction se compose de 4 femmes et 5 hommes, le conseil

d'administration est composé de travailleurs et de sans-emploi. Elle compte 960 membres. Sawt exige le retrait de ce plan et demande qu'Israël prenne ses responsabilités dans une ville où peu d'industries sont implantées. Il réclame une réelle politique sociale qui ne soit pas de l'économie de moyens sur les plus pauvres de ces villes (souvent les Arabes d'origine palestinienne). Sur le terrain, Sawt a mis sur pied un bureau Wisconsin alternatif où ils offrent un service pour informer les sans-emploi sur leurs droits, sur leurs devoirs avec possibilité d'aide juridique en cas d'exclusion.

Des campagnes d'information sur les droits des sans-emploi sont aussi lancées. Des actions de type collective sont aussi mises sur pied :

meeting, sensibilisation de l'opinion publique, interpellation du politique,...

En juin 2007, le plan Wisconsin sera évalué par l'Etat. Sawt El Amel désire que l'évaluation soit faite objectivement et non via des firmes privées. Sawt souhaite le maintien d'une sécurité sociale qui assure les besoins de base (maladie, retraite, allocations familiales et chômage) pour tous les groupes de la population. Sawt veut qu'une véritable politique d'emploi soit développée à l'intérieur d'Israël dans les zones arabes (hors territoires occupés). Ils luttent pour une égalité socio-économique de la minorité arabe palestinienne au sein d'Israël.

(1) L'évaluation du plan aux USA a mis en avant des succès différents selon l'origine ethnique mais aussi de nombreux scandales financiers

(2) Après les événements de 2000, 200 arabes ont été licenciés de leur emploi d'une chaîne de restaurant israélienne et d'autres furent interdits d'utiliser leur langue au travail.

(3) Voir point 4

Infos

Pour plus d'informations :

- le site www.stopwisconsin.be
- CNE-GNC :

Machteld De Paepe :

machteld.depaepe@acv-csc.be ou
067/ 88 46 90 ou rue des canon-
niers, 14 1400 Nivelles

Delphine Latawiec :

delphine.latawiec@acv-csc.be ou
02/508 89 57 ou rue Pletinck, 19
1000 Bruxelles